

Le samedi 18 Février 2012, Fiom revient à la Piazza San Giovanni, pour reconquerir la place de tous le salaries

La démocratie au travail

Le 18 Février, la Fiom-Cgil a organisée une manifestation nationale de métallurgistes avec une procession à Rome ouverte aux étudiants, precaries, migrants et a tous ceux qui ces derniers mois se sont mobilisés dans toute l'Italie pour le bien commun, pour la démocratie, la légalité, pour la défense et l'acquisition d'un emploi stable, décent et avec tous les droits.

Nous savons que l'état de notre pays, par rapport à l'extraordinaire démonstration du 16 Octobre 2010, a empiré. Il suffit de penser au tentative actuelle d'expulsion de l'Accord national et de la Fiom-Cgil des usines de la Fiat, nell'assourdissant silence des institutions et de la politique. En effet, tandis que les travailleurs sont invités à avoir un sentiment de responsabilité pour l'intérêt, l'association national des employeurs (Federmeccanica) tente d'effacer le Contrat national de Travail. Ceci est rendu possible par l'absence des règles démocratiques, qui autoriseraient les travailleurs intéressés d'être en mesure de décider et de voter en liberté, sans chantage, sur les accords qui les concernent. Ces sont les effets de l'utilisation politique de la crise économique et financière. Alors que les riches deviennent plus riches les pauvres s'appauvrissent. Ils s'appauvrissent en travaillant.

Le système industriel et de fabrication dans notre pays est en risque, nous avons besoin d'un plan spécial pour les investissements public et privés pour créer des emplois et changer le modèle de développement, compris la formation, la recherche, l'innovation et la qualité du travail, qui doivent être le point de référence fondamental. C'est le noeud que les politiques du gouvernement n'ont pas abordé, en effet, nous assistons à une aggravation du système de retraite, une proposition à la précarisation accrue du marché du travail et le questionnement des filets de sécurité sociale, ne voyant pas qu'à payer pour la restructuration ou la fermeture des chaînes d'approvisionnement ce sont tous les travailleurs.

L'augmentation du chômage et les personnes aux chômage (surtout les jeunes et les femmes), et les sous-payés au travail, le travail en noir (en particulier dans le Sud) alimentent un climat de dépression et de violence. Les données sur les suicides à cause de la crise, les raids contre les immigrants à des meurtrières de ces derniers mois devrait concerner tout le monde. Nous pensons qu'il y a a

continuer à la deuxième page

**DEMOCRAZIA
AL LAVORO**

**RICONQUISTARE IL CONTRATTO A PARTIRE DA FIAT
ESTENDERE I DIRITTI E L'OCCUPAZIONE
GARANTIRE IL REDDITO E LA CITTADINANZA**

**ROMA
18
FEBBRAIO
2012**

**MANIFESTAZIONE
NAZIONALE
ORE 14.00
DA PIAZZA DELLA REPUBBLICA
A PIAZZA SAN GIOVANNI**

FIOM-CGIL

www.fiom.cgil.it
www.fiomnetwork.it

Espace web de démonstration

www.fiom.cgil.it - www.facebook.com/fiomcgil

continuer à partir de la première page

nécessité d'une participation pour sortir de la crise afin de sauvegarder le bien commun, pour cet événement nous manifesterons avec tous ceux qui veulent changer leur statut au 11 Février à Rome. Notre premier objectif est la restauration de la démocratie au travail.

UN ÉVÉNEMENT POUR LE TRAVAIL ET LE CONTRAT NATIONAL A PARTIR DE FIAT.

Les choix des entreprises nationales et multinationales à se restructurer ou même à fermer des plantes entières viennent aujourd'hui de trouver la seule opposition des ouvriers et des employés. Encore plus grave et inacceptable dans ce contexte est que association national des employeurs (Federmeccanica) décide de poursuivre les accords illégaux séparés sur le contrat national, comme elle l'a fait ces dernières semaines avec la discipline spécifique dans l'auto. Nous voulons retrouver un accord national unifié et partagé par les travailleurs du métal pour réunifier les droits au travail et prévenir la course à la déréglementation totale et de la concurrence au travail et aux droits ouverte par la Fiat infecte les autres sociétés et les autres secteurs, comme c'est déjà le cas pour le transport.

Avec l'article 8 - que nous continuons à demander à être supprimé - demandé par Fiat et mettre dans le commutateur-bis du gouvernement Berlusconi, la négociation collective est mise en cause dans les entreprises et les territoires.

Dans les usines Fiat à la fermeture des locaux syndicaux, la non-reconnaissance de l'Rsu, les représentants santié et securité et le droit de réunion pour la représentation FIOM-CGIL sont immédiats. Il y a nécessité d'une intervention urgente du gouvernement pour garantir les droits constitutionnels en matière de pluralisme et de liberté d'association (avec l'amendement à l'arti-



cle 19 du Statut des travailleurs »), en dépit la nécessité d'une action législative globale afin de garantir le droit démocratique à la validation des accords collectifs et l'élection des représentants syndicaux unis. De plus, nous exhortons le gouvernement à faire des plans d'affaires d'entreprises transparents, vérifiables et négociables à partir de Fiat et des secteurs stratégiques tels que l'acier, la construction navale, la production en aluminium, le transport par chemin de fer et urbain avec une nouvelle logique de la mobilité comme de nouveaux produits socialement et écologiquement durables.

UN ÉVÉNEMENT POUR LE WELFARE, L'ÉDUCATION, L'ENVIRONNEMENT, DU REVENU ET DE LA CITOYENNETÉ COMME DES BIENS COMMUNS ET INALIÉNABLE.

Le choix du gouvernement d'avancer sur la voie de la privatisation des biens communs, la diminution de la protection en matière d'éducation et de santé, est en continuité avec le précédent gouvernement et en conformité avec les obligations imposées par la Banque centrale européenne.

Elle confirme la décision de confier à des entreprises, des banques et des finances la solution à la crise qu'ils ont provoqué. Nous avons besoin d'un réel changement par une politique fiscale qui permettrait d'éviter que le 10% de la population italienne détient près de 50% de la richesse nationale. Il est urgent de garantir des justes revenus pour prévenir le chantage et pour garantir la citoyenneté principalement aux femmes, aux jeunes et

aux migrants qui souffrent les premiers effets d'une réduction spectaculaire de l'emploi. Pour ces derniers, il est essentiel reconnaître la citoyenneté et les droits de vote comme un élément de civilisation.

Il est donc inévitable pour nous tous de s'opposer à l'idée de réforme visant à l'augmentation de la flexibilité du marché du travail. Nous avons besoin d'une extension de l'article 18 contre les licenciements et du droit an chamage partiel et des protections pour les petites entreprises. En outre, la réforme des retraites ne peut pas être acceptée, car en plus elle s'acharge contre des travailleeurs qui ont déjà vu plusieurs fois différer l'accès à la retraité et elle affecte les jeunes deux fois: en bloquant le marché du travail et en effaçant la compensation de leur retraite. Donc, il fant assurée conditions d'accès aux pensions pour tous les travailleurs impliqués dans le processus de crise et de negocies par des conventions collectives. Pour nous aujourd'hui il ja la nécessité de développer l'utilisation du contrat de solidarité pour éviter les licenciements, en particulier dans le Sud, pour redistribuer le travail afin de ne pas réduire la durée des prestations de chômage. En effet, face à l'utilisation accrue des equipments et pour les travail penible, nous pensons qu'il est utile de fournir des primes fiscaux pour la réduction du temps de travail. Enfin, nous croyons que pour le travail, la citoyenneté et le bien commun nous avons besoin d'un système de droits inviolables sur une base européenne. Nous avons besoin d'un plan spécial d'investissement public et privé afin de redéfinir un nouveau système de production plus respectueux de l'environnement.



TOUT CELA N'EST POSSIBLE QUE SI LA DÉMOCRATIE VIT À L'INTÉRIEUR ET L'EXTÉRIEUR DES USINES.

MicroMega

Le 18 février la société civile dans la place avec la Fiom - Signez l'appel - micromega.repubblica.it

Dans une «République démocratique fondée sur le travail» que l'Italie costitutionnellement doit être, la liberté des travailleurs est la liberté de tout le monde, la sécurité des chômeurs et des précaires est la sécurité des tous.

C'est pour cette raison que nous sommes convaincus que la manifestation nationale appelée par la Fiom pour le samedi 18 Février, doit recueillir autour du drapeau des mecaniciens, toutes les forces vives de la société civile.

C'est pour cette raison que nous invitons chaque citoyen qui sent encore comme les siennes les valeurs de la Constitution, non seulement à nous rejoindre mais à devenir le promoteur et le protagoniste de cet événement, en prenant part à l'organisation.

C'est pour cette raison que nous invitons tous les journaux et tous les sites qui jugent indispensables les principes essentiels de la Constitution républicaine, née de la résistance anti-fasciste, à mobiliser leurs pouvoirs de communication et d'information contre le mur de gomme d'un monopole médiatique que choisira le silence.

L'Italie démocratique a besoin de l'espoir, et seulement la lutte la conserve vivant. L'engagement des citoyens. Votre engagement.

Paolo Flores d'Arcais, Andrea Camilleri, Margherita Hack, Dario Fo, Antonio Tabucchi, don Andrea Gallo, Carlo Lucarelli, Fiorella Mannoia, Erri De Luca, Ascanio Celestini, Franca Rame, Stefano Rodotà, Luciano Gallino, Gustavo Zagrebelsky, Telmo Pievani, Moni Ovadia, Furio Colombo, Fabrizio Gifuni, Valerio Magrelli, Pierfranco Pellizzetti, Angelo d'Orsi, Roberto Esposito, Luciano Canfora, Massimiliano Fuksas, Carlo Galli, Franco 'Bifo' Berardi, Adriano Prospero, Nadia Urbinati, Andrea Scanzi, Valerio Evangelisti, Carlo Formenti, Marco Revelli